



Montrouge, le 08/10/2026

La FFEO mobilisée aux côtés des lycéen·ne·s pour défendre un enseignement supérieur financé à la hauteur

Le 6 octobre, la FFEO s'est mobilisée. Depuis plusieurs semaines, la mobilisation née dans les lycées prend de l'ampleur et s'étend aux universités. La FFEO soutient ce mouvement et ces revendications. Des classes surchargées aux amphithéâtres saturés, nous faisons face au même manque de moyens et au même mépris de nos alertes. La colère de la jeunesse est le résultat d'alertes qui restent sans réponse depuis des années. Pour permettre l'apaisement, le gouvernement doit désormais entendre ces revendications et y apporter des réponses concrètes.

Les conséquences sont concrètes. Manque d'enseignant·e·s, salles insuffisantes, cours non assurés, personnels sous pression : du lycée à l'université, le sous-financement se vit au quotidien. Les établissements doivent faire toujours plus avec moins. Les coupes budgétaires dans l'Éducation nationale et dans l'Enseignement supérieur et la Recherche aggravent cette situation et compromettent l'avenir de notre société.

La FFEO refuse que ces conditions deviennent la norme. Nous refusons que la jeunesse soit sacrifiée pour réaliser des économies et que notre avenir paie le prix des choix d'austérité du gouvernement. Notre avenir mérite mieux que des promesses suivies de coupes budgétaires. Cette mobilisation nous rassemble parce que les difficultés traversent nos parcours. Au lycée comme dans l'enseignement supérieur, le manque de moyens et la précarité creusent les inégalités. Pouvoir se nourrir, se déplacer, se loger et accéder aux enseignements conditionne notre réussite. Défendre l'éducation, c'est aussi permettre à chaque jeune de poursuivre ses études, quelle que soit sa situation sociale.

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2027 doit répondre à ces besoins. La FFEO exige des financements à la hauteur des missions des établissements, des recrutements, des locaux adaptés et des aides permettant aux jeunes d'étudier dignement. Le gouvernement doit écouter ces revendications et les traduire dans le budget. Un dialogue sans décisions ne suffira pas.

Dans ce contexte, la FFEO appelle également les pouvoirs publics à garantir la sécurité de toutes et tous et le respect du droit de manifester. La FFEO condamne les violences policières contre les jeunes mobilisé·e·s. L'apaisement passe avant tout par un pré-requis : le respect du droit de manifester et la possibilité pour les jeunes de faire entendre leurs revendications dans un cadre serein.

En ce 8 octobre, et tant qu'il le faudra, la FFEO et son réseau continueront de se mobiliser. Des lycées aux universités, nous ne nous résignerons pas à voir nos conditions d'études se dégrader. Le gouvernement ne peut pas compter sur l'essoufflement de la mobilisation ; s'il veut retrouver l'apaisement, il doit entendre les revendications de la jeunesse et lui donner les moyens de construire son avenir.

Contact

Anne-Lyse HERVY
Présidente de la FFEO
07 68 07 83 76
contact@ffeo.org